

ADI/ILA

150 ANS/YEARS



2023 PARIS

Lettre d'information spéciale Ukraine

Mars 2022



Editorial de Catherine Kessedjian

*Professeur émérite de l'Université Paris Panthéon-Assas
Présidente du Comité d'Organisation 2023*

A l'heure où l'Ukraine est envahie, où Kiev, sa capitale est bombardée et probablement bientôt envahie, où sa population est appelée à prendre les armes, nous ne pouvons pas regarder ailleurs et poursuivre nos activités comme si de rien n'était.

L'agression militaire de grande ampleur que subit l'Ukraine suit des années de harcèlement contre les opposants par un régime qui a, depuis longtemps, renoncé à l'Etat de droit. Elle n'est qu'un maillon dans une stratégie de confrontation plus large qui a mené

ce même régime en Syrie, notamment.

Nous devons être plus attentifs, plus vigilants, et regarder les signaux, même faibles, annonciateurs de politiques dévastatrices pour les êtres humains, pour la paix et la sécurité de nos sociétés à la fois dans les pays agressés mais aussi dans les pays des agresseurs et en tirer les conséquences.

A quoi cela servirait-il de célébrer, en 2023, le droit international, si l'on ne se préoccupait pas de son efficacité sur le terrain ?

Faisons en sorte que notre mandat originel « la paix par le droit international » ne soit pas réduit en cendres par notre inaction. Nos armes sont les mots, la règle de droit, les modes pacifiques de règlement des différends.

Dans ce numéro

Editorial

Déclaration de
Christine Chinkin

Déclarations des
branches de l'ADI

Déclarations d'autres
associations de droit
international



Déclaration de Christine Chinkin



CMG FBA

Présidente exécutive - Association de droit international (ILA)

En ma qualité de Présidente exécutive de l'Association de Droit International, une organisation qui se consacre depuis près de 150 ans à l'avancement de la paix et de la justice par le biais du droit international, il est aujourd'hui approprié d'affirmer l'engagement de l'Association en faveur des règles du droit international.

Celles-ci comprennent l'obligation légale pour tous les États de se conformer aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier l'article 2 (4) relatif à l'interdiction de l'usage de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout État, sans mandat du Conseil de sécurité, ou en cas de légitime défense.

Dans sa résolution 4/2018, l'ADI a fait sienne la conclusion de son comité sur le recours à la force selon laquelle "l'objectif de paix et de sécurité collectives de la Charte des Nations unies, à savoir l'établissement d'une paix et d'une sécurité durables, ne peut être atteint que par le strict respect du droit international sur le recours à la force".

Je mets également l'accent sur l'article 2 (3) de la Charte qui exige le règlement des différends par des moyens pacifiques, en respectant les obligations découlant du droit international humanitaire et les droits fondamentaux de la personne humaine. Ces principes constituent des normes impératives du droit international auxquelles il n'est pas possible de déroger et qui forment les fondements de l'Etat de droit.

L'importance de tous ces principes est particulièrement pertinente à l'heure actuelle.

Déclarations des branches de l'ADI

Branche américaine

On February 21, 2022, after weeks of military buildups and threats, the Russian Federation sent troops into two areas of eastern Ukraine's Donbas region shortly after recognizing them as independent countries and ordered a mass evacuation of the civilian residents there. Russia's parliament subsequently approved the use of military force in Ukraine.

The Russian Federation's actions violate core principles of international law, principles that are the foundation of our work as members of the American Branch of the International Law Association. The use of force against the political independence and territorial integrity of a U.N. Member State, enshrined in Article 2(4) of the United Nations Charter, without prior authorization of the Security Council or pursuant to Article 51's exception for self-defense, violates the Charter and a fundamental norm of *jus cogens* character. Acts of aggression and unlawful intervention threaten the peace and security of the world and undermine the fundamental purposes of the United Nations under Article 1(1) of the Charter. States committing them may be subject to sanction, other U.N. Member States have a duty not to recognize the internationally unlawful situation they create, and a criminal investigation may be warranted for any violations of humanitarian law or other crimes committed during the conflict.

Since its founding in 1922, in the wake of a devastating World War, the ABILA has stood up for the rule of law and our work emphasizes the need for negotiation, diplomacy, and the peaceful settlement of international disputes. The invasion of a sovereign nation on Europe's eastern frontier threatens the peace and stability of the entire region. As Kenya's Ambassador noted during the emergency session of the Security Council convened to discuss the Russian Federation's invasion of Ukraine, whatever its claims of lost territory may be, Russia must

“complete [its] recovery from the embers of dead empires in a way that does not plunge us back into new forms of domination and oppression.”

We stand in solidarity with the people of Ukraine and urge the Russian Federation to come back to the negotiating table and withdraw its troops.

Branche allemande

The Executive Board of the German Association for International Law, the German national group of the International Law Association and the oldest professional society for international law in Germany, declares in light of current events: The missile attacks on Ukraine and the intrusion of tanks and soldiers of the Russian armed forces into Ukraine violate elementary and fundamental rules of international law to which Russia is bound as a member of the United Nations. The attacks violate the prohibition of the use of force and the prohibition of intervention and cannot be justified.

Russia cannot invoke a right of self-defence because, contrary to what Russia claims, Ukraine acted absolutely peacefully. Russia must therefore end the violation of international law and cease its attacks immediately. Conflicts between Ukraine and Russia must be resolved peacefully in accordance with the United Nations Charter.

Branche française

Depuis la reconnaissance par la Fédération de Russie, le 21 février 2022, des républiques autoproclamées de Luhansk et Donetsk et son intervention militaire sur le territoire ukrainien déclenchée le 24 février 2022, les condamnations se multiplient, de la part des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile.

En tant qu'association ayant pour mission d'œuvrer au développement du droit international, la Branche française de l'Association de droit international / International Law Association (ADI/ILA) ne peut qu'exprimer à son tour ses plus vives protestations lorsque les règles les plus élémentaires de l'ordre international sont bafouées.

La Branche française :

- Rappelle la teneur du principe fondamental exprimé à l'article 2, § 4, de la Charte des Nations Unies selon lequel « [l]es Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies » ;
- Constate que la reconnaissance des républiques autoproclamées de Luhansk et Donetsk et l'agression militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie constituent des violations flagrantes du droit international ;
- Constate que la responsabilité internationale de la Fédération de Russie est engagée pour la violation grave d'obligations découlant de normes impératives du droit international ; qu'à ce titre, la Russie s'expose à de lourdes sanctions, conformément au droit international et sans préjudice du droit de légitime défense de l'Ukraine ; que tous les Etats doivent coopérer pour qu'il soit mis fin à cette violation grave et qu'aucun ne doit reconnaître comme licite la situation ainsi créée ;
- Estime que les personnes qui ont planifié, préparé, lancé ou exécuté l'attaque contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'Ukraine devraient répondre du crime international d'agression ;
- Demande à la Fédération de Russie de mettre un terme immédiat aux violations du droit international dont elle est l'auteur ;
- Appelle toutes les parties à respecter le droit international humanitaire dans la conduite des hostilités et à tout mettre en œuvre pour que ces dernières cessent ;
- Appelle l'ADI/ILA et toutes ses branches nationales à manifester leur solidarité envers le peuple ukrainien, ainsi qu'envers la Branche ukrainienne de l'ADI/ILA ;
- Réaffirme plus que jamais son attachement à la paix par le droit.

Déclaration adoptée par le Conseil d'administration de la branche française le 25 février 2022.

Branche hellénique (ensemble avec la Société hellénique de droit international et de relations internationales)

Most among our generations had hoped that we would never again encounter an aggressive war in Europe. It was and still is the triumphant result of international law, the system of rules and principles that we serve, teach to our students, experience as scholars and citizens.

We now witness a blatant, brutal attack to our rules-based world. The Russian Federation is in breach of the most fundamental rules of international law: the prohibition of the use of force and the respect for the territorial integrity and political independence of another State.

We stand in solidarity to the Ukrainian citizens against this attack that attempts to negate their identity along with their independence, sovereignty, and existing borders.

International law is what we, the peoples of the United Nations, decide it to be, what we take care to apply. Let's get our act together (as we have not done in the past) and defend the world we wish to live in – in peace, coexistence, freedom, security and justice.

Branche italienne

The Italian Branch of the International Law Association, deeply affected by the Russian invasion of Ukraine, expresses its solidarity with the Ukrainian population, invokes the cessation of hostilities and the respect for the fundamental principles of International Law, on the peaceful coexistence among the nations of the world.

Branche néerlandaise

Like so many around the world, the Executive Board of the Royal Netherlands Society of International Law is shocked about the situation currently unfolding in Ukraine. The purpose of our Society is, among other things, to promote public international law. Promotion includes an explicit condemnation of the blatant violations of the international legal order that we are witnessing these days. This is why we fully endorse the statement of Prof. Chinkin, Executive Chair of the International Law Association (ILA), as well as similar statements issued by other national branches of the ILA.

Branche norvégienne

Russia's invasion of Ukraine is a war of aggression in violation of international law. The invasion is a flagrant violation of the prohibition against the use of force in article 2(4) of the UN Charter. The Norwegian Branch of the ILA condemns Russia's illegal acts in the strongest possible terms.

Furthermore, the Norwegian Branch of the ILA wants to underline that Russia's attempts at legitimizing its conduct through the language of international law does not convince anyone. Russia's stated reasons for the invasion is not rooted in reality.

One state's gross violations of international law do not disable international law as such. Russia is obligated to abort its attacks, and to withdraw its troops from the entirety of Ukraine's internationally recognized territory. The states of the world are obligated to not recognize Russia's illegal acts and territorial claims in Ukraine.

Branche polonaise

In the face of further acts of armed aggression by Russia against Ukraine, we express solidarity with the Ukrainian people and support for Ukraine's right to independence and territorial integrity.

We strongly oppose the crime of aggression and demand that its perpetrators be punished. We remind that the consequences of aggression - under international law - are void, including, illegal occupation.

We call on the International Law Association and its Regional Branches to oppose the flagrant violation of the values and norms on which the international community is based.

Russia's military aggression against the independence and territorial integrity of Ukraine violates the principles of the UN Charter and the OSCE, other international obligations, as well as principles established among civilized nations based on *the laws of humanity and the requirements of the public conscience.*"

Branche suisse

The President and the Board of the Swiss Association of International Law stand in solidarity with our Ukrainian colleagues and the Ukrainian people against the violence they are facing and fully share the

statement of the President and the Board of the European Society of International Law on the Russian aggression against Ukraine:

“War has returned to Europe.

The violation of the most basic principles of the UN Charter and rules of international law is manifest.

The Russian Federation, as a State, is squarely responsible for this act of aggression against its neighbour. The decision of President Putin to wage war on a sovereign, independent Ukraine is criminal.

The arguments presented by the Russian Federation to justify its aggression have no basis whatsoever, whether in fact or in law. They are a cynical and perverse use of international law by a regime that has no shame, governs by fear, and indulges in lies and propaganda.

To contend that other States—especially in the West—have no better record when it comes to respecting international law is a morally corrupt and irrelevant distraction. In any event, it offers no legal justification for the aggression that has been unleashed.

We stand in solidarity with our Ukrainian colleagues, and the people of Ukraine, against the violence they face.

We also call on our Russian colleagues to speak truth to power, and to speak out against the manifest breach of international law that is taking place. We do so with the full understanding of the difficulties they face in opposing a government that relies on intimidation and suppresses dissent.

This is a very sombre day for Ukraine, for Europe, and for the world.

However, our resolve in preserving the rule of law has never been stronger.”

Déclarations d'autres associations de droit international

[American Society of International Law](#)

[Italian Society of International Law](#)

[European Law Students Association](#)

[Quebec Society of International Law](#)

[European Society of International Law](#)

[Spanish Association of Professor of International Law & International Relations](#)

[Global Institute for the Prevention of Aggression](#)

[Société de droit international ukrainienne](#)

[Institut de droit international](#)

<https://www.ilaparis2023.org/>

La lettre d'information ADI/ILA 2023 n°5 sera publiée plus tard en mars 2022